

La croissance économique française ne se fera pas sans la sécurité en approvisionnement énergétique



Raphaël Schellenberger, député du Haut-Rhin, a récemment remis son rapport parlementaire sur les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France, après 6 mois d'auditions intenses. L'expert en énergie, surnommé aussi « député de Fessenheim », était déjà l'auteur d'une mission d'information sur la fermeture de la centrale alsacienne lors de son précédent mandat. Mise en lumière d'un système court-circuité par des erreurs de stratégies politiques.



Cet hiver, nous avons connu des graves pénuries d'énergie ce qui a mécaniquement engendré une augmentation fulgurante des prix. Quelles en sont les causes ?

La politique anti-nucléaire portée par François Hollande et poursuivie par Emmanuel Macron s'est soldée par la fermeture de capacités de production d'électricité pilotable, bon marché et abondante. Elle a emporté avec elle un désintérêt pour toute la filière et notre parc nucléaire n'était que partiellement disponible cet hiver alors que nous en aurions plus que jamais eu besoin. L'agression de l'Ukraine par la Russie a eu pour conséquence l'arrêt des importations de gaz en Europe ; or, de nombreux pays européens sont dépendants du gaz russe. Enfin, avec la reprise économique – et donc industrielle – mondiale, les besoins énergétiques sont colossaux et pas nécessairement disponibles. Conséquence ? La pénurie des énergies a engendré une explosion des prix. Cette situation a également été permise par la répétition d'une pensée politique qui imagine pouvoir créer de la valeur sans énergie. Cela est faux.

Vous voulez dire que sans énergie, il n'y a pas de croissance possible ?

Absolument. L'énergie est toujours au cœur de la création de valeur. Toute création de richesse, de service, extractive, de transformation ou même intellectuelle n'est toujours qu'une fonction de l'énergie.

Regardons de plus près les chiffres désastreux de la croissance française : la sidérurgie a chuté de 23% en un an, la fabrication du papier a chuté de 26% sur la même période... On a tous en tête l'envolée des factures de nos boulangers, des factures multipliées par 2, 5 parfois 10 ! Dans ce contexte de renchérissement de l'électricité et du gaz, les branches intensives en énergie sont particulièrement exposées à la hausse de leurs coûts de production. L'explosion des prix de l'énergie a pour conséquence directe la faillite des entreprises et une crise sociale de grande ampleur. Cette crise nous rappelle d'ailleurs que notre modèle social est construit sur la transformation de l'énergie. Sans elle, nous n'aurons pas les moyens de payer notre modèle de protection.

Que faire pour enrayer cette crise ? Comment baisser la facture énergétique des entreprises et des ménages ?

Lors des nombreuses auditions que nous avons menées dans le cadre de la Commission d'enquête sur la souveraineté énergétique, il a très longtemps été question de « sécurité d'approvisionnement » des énergies. Pourquoi ? Parce que les gouvernements successifs de ces dix dernières années n'ont pas pris au sérieux les risques de pénurie d'énergie. En effet, lorsque François Hollande met dans son programme de 2012 la baisse à 50% de la production électrique issue de la filière nucléaire (alors qu'elle était de 75%), il le fait sans aucune étude d'impact et sans prévision. L'énergie nécessite du temps long, de la prospection et de la stabilité. Prendre des décisions symboliques pour plaire à un certain électorat est néfaste et dangereux pour toute la société et pour toute l'économie.

Que préconisez-vous ?

L'une des propositions suggérées dans le rapport de la Commission d'enquête est de demander à RTE (gestionnaire du réseau de transport d'électricité) de faire évoluer à court terme son critère de sécurité d'approvisionnement, et lancer une refonte de notre doctrine de sécurité d'approvisionnement globale. Il faut partir du principe – parce que c'est un fait – que nos besoins en électricité

vont bondir et que nous avons besoin de capacité de production électrique. Pour ce faire, il nous faut développer une nouvelle filière industrielle de nouveaux réacteurs nucléaires de 4^{ème} génération (plus sûre, plus durable, avec un système de fabrication de combustible et d'installations de retraitement, moins gourmande en combustibles). Par ailleurs, il faut réformer sans plus tarder le marché européen de l'électricité qui s'est construit au détriment des intérêts français et dans un cadre où les vulnérabilités de notre système n'étaient pas les mêmes qu'aujourd'hui. Il faut aussi investir dans les nouveaux moyens de production énergétique. Je pense ici par exemple au développement des réseaux de chaleur ou encore de la biomasse, aux carburants de synthèse avec les e-fuels pour les véhicules individuels etc. Les entreprises ont déjà fait beaucoup d'efforts sur leurs process, mais il y a là aussi encore des pistes d'amélioration qui en plus de permettre une meilleure efficacité énergétique redonneront de la compétitivité économique. Enfin, il faut que le critère de la décarbonation soit simplement un critère supplémentaire de notre stratégie énergétique, il ne faut donc pas négliger la nécessité de la disponibilité, de l'accessibilité et de la permanence de l'approvisionnement.

Vous semblez optimiste sur l'avenir, est-ce le cas ?

Si l'on ne devait retenir qu'une chose, ce serait celle-là : nous ne sommes en rien condamnés à un avenir décroissant, inconfortable, fait de pénuries, de mesures restrictives qui empoisonnent par ailleurs la vie de nos concitoyens et restreignent nos libertés les plus fondamentales. On peut voir les enjeux environnementaux et énergétiques comme un immense défi à relever par l'intelligence humaine et donc par la Recherche, le développement et l'industrialisation. Je suis de ceux-ci. Je crois plus que jamais que la croissance est le meilleur allié de l'environnement. Je crois aussi que la France et l'Europe peuvent devenir les moteurs de cette croissance verte si elles s'en donnent les moyens. C'est en ressentant toute une filière industrielle se remobiliser au fur et à mesure des travaux de notre commission que j'ai retrouvé l'espoir. Le génie français a encore une grande histoire à écrire !